

DÉPLACEMENTS

COLLECTIF POUR UNE RÉGIE PUBLIQUE DES TRANSPORTS A plus dans le bus gratuit

Depuis 2008, le collectif nancéien pour une régie publique des transports en commun et leur accès gratuit tente de convaincre les élus du bien-fondé de leurs théories. A l'approche des municipales le collectif met un coup d'accélérateur chiffres à l'appui.

Il fallait être sacrément motivé pour retrouver « le collectif nancéien pour une régie publique des transports en commun et pour leur accès gratuit » qui tenait réunion rue d'Echternach à Vandœuvre. Dans la petite salle en sous-sol du vélodrome, le comité n'a pas pour autant l'intention de se faire discret. « A l'approche des municipales, nous souhaitons interpeller les candidats sur la question des transports dans le Grand Nancy », explique Noël Le Monnier, porte-parole.

Depuis 2008, le collectif nancéien a déjà envoyé près de 600 lettres aux élus de la communauté urbaine. « Le réseau Stan a été fait à l'économie et pourtant il coûte cher, très cher », annonce-t-il en préambule. Manque de vision globale, absence de concertation, dysfonction-



nement... Le Réseau Stan en prend sérieusement pour son grade. « Le président de la communauté urbaine avait annoncé fièrement avoir négocié serré avec la Connex, aujourd'hui Transdev, pour économiser 5 millions d'euros par an sur la contribution qui lui est due. Mais qui pouvait croire que cette société privée ferait cadeau d'une telle somme aux contribuables du Grand Nancy sans contrepartie? », assène-t-il.

Et de lister les conséquences de ces économies : site propre sur seulement 60 % du parcours, guidage optique prévu mais non réalisé, retards, dysfonctionnements, desertes et cadencement insuffisants... « Les usagers qui n'avaient pas été consultés, si ce n'est sur la couleur des sièges, sont montés au créneau, obligeant la CUGN à recevoir sa copie et donc remettre la main au porte-monnaie. » Noël Le Monnier sort sa calculatrice : « La contribution annuelle de la CUGN

qui devait passer de 39 à 34 millions atteindra 42 millions en 2014, auxquels il faut ajouter 4 millions de plus pour l'achat de 19 nouveaux bus et minibus! »

Le collectif milite pour une régie publique des transports rappelant que c'est maintenant ou jamais, le contrat avec la Transdev s'achevant le 31 décembre 2018. « Lorsqu'on nous rétorque qu'une régie publique, c'est impossible dans une grande ville, on oublie un peu vite

la RATP! », souligne M. Le Monnier. Le collectif compte bien aussi parvenir à convaincre les candidats au poste de maire et de président de la communauté urbaine que la gratuité des transports n'est pas qu'un doux rêve.

Chiffres à l'appui, il liste les économies possibles pour boucler les 16,6 millions nécessaires pour rendre gratuit l'accès aux transports en commun. « Ce coût est couvert en totalité par la taxe transport payée par les entreprises de plus de 10 salariés. En rendant gratuit les transports, c'est aussi faire une économie sur la billetterie et les contrôles. En 2008, 10,4 millions d'euros ont été investis dans le système de billetterie sans contact! Ce ne sont là que quelques-unes des pistes pour réaliser des économies. »

Il va sans dire que ces arguments trouveront de l'écho si ce n'est auprès des politiques mais auprès des usagers. Reste à vérifier les chiffres et connaître la prise de position des candidats. Le Front de Gauche mené par Bora Ylmaz s'est déjà clairement prononcé pour. « Ce n'est pas une affaire de sensibilité politique mais de volonté. A Aubagne où les transports sont gratuits, le maire est UMP et ancien concessionnaire automobile », conclut M. Le Monnier. +

Céline Lutz